lucidité, ou quand les troubles mentaux ont été causés par la victime elle-même. Cela revient à un retournement de la preuve de culpabilité. Toutefois, le problème reste entier en ce qui concerne les cas graves.

Des essais ont été tentés pour formuler une espèce de "responsabilité objective" dans le chef du déficient mental (Mazeaud, Tunc), mais ces tentatives n'ont trouvé que très peu d'échos auprès des législateurs (sauf en France art. 489-2 C.C., et en partie aux Pays-Bas art. 6.3.1.26).

Les arguments développés contre cette théorie sont en effet assez impressionnants (15). Ne citons que le plus important: la sauvegarde des droits de la victime ne peut se faire au détriment d'un innocent. Une solution pareille est en contradiction avec toute politique d'intégration et de liberté d'action du handicapé mental dans la société.

Dans plusieurs législations on a proposé une formule intermédiaire d'équité, laissée à l'appréciation du magistrat, qui devra répartir les dommages entre la victime et l'auteur (Belgique, Allemagne Fédérale, Hongrie, Italie, Norvège, Pologne, Suède) (16).

Cette solution part du principe de la non-responsabilité, mais répartit les dommages selon le critère objectif des biens respectifs des parties en cause. Toutefois la question se pose, si ce "repartage" - car c'en est un - doit se faire selon un règlement individuel des responsabilités de droit privé.

La plupart du temps d'ailleurs, le handicapé

---

(15) Voir R. KRUIHOF, "De buitencontractuele aansprakelijkheid van en voor geesteszieken", spec. n° R.W.

(16) Voir J. et A. LIMPENS et R. KRUIHOF, "Liability for one's own act", in *International Encyclopedia of Comparative Law*, Dl. XI, Torts, n°s. 214 et suivants.